

Communiqué de presse

Paris, le 4 février 2020

Baromètre ObsAR 2020 : une nouvelle génération d'acheteurs responsables

Cette édition se caractérise par une nouvelle vague de répondants qui, s'ils apparaissent très motivés par les Achats Responsables, se retrouvent confrontés à des difficultés que les entreprises maintenant plus aguerries ont surmontées au fil des années.

Les achats responsables sont une réalité pour près de 9 répondants sur 10. Bien intégrés dans les stratégies RSE des entreprises et administrations, ils font dorénavant partie intégrante des processus de maîtrise des risques.

Les résultats et les principaux enseignements du baromètre 2020 ObsAR /OpinionWay ont été présentés mardi 4 février à l'Elyseum à l'occasion du 13ième Forum Achats Responsables.

Ce baromètre repose sur un sondage annuel réalisé avec l'appui d'OpinionWay, auquel ont répondu 143 organisations (69% du secteur privé et 27% issues du secteur public).

L'édition 2020, onzième édition du Baromètre, apporte un éclairage sur l'intérêt des organisations pour les achats responsables partout en France (49% des répondants sont provinciaux). C'est pourquoi, l'ObsAR suit cette tendance et développe ses activités en région PACA d'une part et en développant beaucoup d'activités à distance.

85% des organisations ayant répondu ont mis en place une politique d'Achats Responsables dont 11% depuis moins d'un an. *« Ce dernier chiffre est en forte évolution, montrant que la démarche des Achats Responsables s'ancre de plus en plus d'organisations »*, selon Pierre Pelouzet, Président de l'ObsAR. L'approfondissement de la politique Achats Responsables est même une priorité pour 49% des répondants.

Des Achats Responsables face aux défis des achats et de la RSE

L'ensemble des composantes de la démarche achats responsables est jugé important voire très important, ce qui prouve une nouvelle fois que la démarche ne peut être que globale.

Parmi ces composantes, la conformité réglementaire, la lutte anti-corruption, l'environnement, la vigilance fournisseurs et la responsabilité sociétale sont les critères jugés les plus importants. On y voit un lien direct avec l'actualité réglementaire (lois sur le devoir de vigilance et Sapin 2, loi sur la transition énergétique, projet de loi économie circulaire) mais aussi sociétale (loi PACTE).

Ces composantes représentent des défis à relever pour demain. On les retrouve dans les objectifs achats responsables pour les prochaines années, comme le précise, Pierre Pelouzet, Président de l'ObsAR : *« le respect des valeurs sociales et sociétales, et la réduction des risques environnementaux arrivent en tête, partagés par 95 % des organisations »*.

Face à ces défis, les objectifs contradictoires sont la principale difficulté rencontrée dans la mise en place de la démarche achats responsables. « *C'est un signal qui montre la nécessité pour les organisations de s'aligner en interne, échanger, partager... quelque soit leur maturité dans la démarche.* » selon Pierre Pelouzet.

Des actions « achats responsables » qui sont au service des enjeux des organisations mais qui nécessitent un indispensable approfondissement

La bonne connaissance de la performance RSE des fournisseurs progresse légèrement (49%), et s'appuie principalement sur des questionnaires propres aux organisations, suivis par des audits notamment dans le privé. « *La future publication de l'ObsAR sur l'évaluation des fournisseurs devrait éclairer les organisations sur la pertinence des moyens à leur disposition* » précise Nathalie Paillon, directrice des études de l'ObsAR.

Pierre Mazeau et Cécile L'Hopital, administrateurs de l'ObsAR relèvent que « *Les critères sociaux mis en avant dans l'acte d'achat sont influencés par les obligations propres à chaque secteur : le public est fortement incité à contribuer aux politiques publiques alors que le privé cherchera à répondre à des obligations réglementaires.* » Ainsi, l'insertion des personnels éloignés de l'emploi sera une priorité forte pour le public, alors que le privé privilégiera par exemple le respect des droits de l'Homme au travail. Toutefois l'ensemble des organisations se retrouve sur la volonté de favoriser l'emploi local.

En ce qui concerne les critères environnementaux, le public et le privé ont pour objectifs communs de réduire les consommations (eau, énergie et matière) qui a un impact direct sur la performance économique et de diminuer les gaz à effet de serre qui répond à une obligation réglementaire. Les 2 secteurs citent ensuite le recyclage, l'allongement de la durée de vie des produits ou de l'achat de produits éco-conçus. « *On pourrait y voir une anticipation de la loi sur l'économie circulaire* » ajoute Nathalie Blouet, administratrice de l'ObsAR.

Comme le relève Pierre Quesada, administrateur de l'ObsAR, « *Les délais de paiement des +250 salariés restent majoritairement dans les délais légaux mais en allant vers le maximum autorisé* ». On constate néanmoins une confirmation des efforts et des résultats pour réduire les délais de paiement du secteur public (42% en moins de 30 jours).

« *L'appréhension du coût global reste un sujet complexe à maîtriser* » nous précise Annie Sorel, Vice-Présidente, notamment pour les nouveaux répondants. Ils se focalisent surtout sur les coûts d'acquisition et les coûts d'utilisation. La tenue de Groupes de travail à l'ObsAR, notamment sur les déchets et les vêtements professionnels, devrait aider les adhérents à s'outiller sur ces sujets et à valoriser la création de valeur pour son organisation et pour les tiers.

Les organisations qui ont une bonne connaissance des achats responsables s'appuient majoritairement sur 2 référentiels que sont la Charte RFR et la norme ISO 20400.

Fanny Bénard, Vice -Présidente de l'ObsAR, précise que « *la réalisation d'une cartographie des risques est le meilleur moyen de déterminer les priorités d'actions à mettre en œuvre, en fonction des enjeux du panel et des catégories. C'est donc rassurant pour la pertinence des démarches qu'une organisation sur 4 déclare avoir réalisé une cartographie des risques.* ». Un groupe de travail concernant la réalisation de cartographie des risques, dans le cadre de la loi sur le devoir de vigilance, a été mis en œuvre en 2019 et émettra des recommandations en 2020 sur ce sujet.

Avoir une vision claire des risques (environnementaux, sociaux, réglementaires...) pour se doter des moyens pertinents de les maîtriser sera un enjeu dans les prochaines années.

Contact presse : Nathalie Paillon, nathalie.paillon@obsar.asso.fr

L'Observatoire des Achats Responsables (ObsAR), est un « think tank » privé / public créé en 2010 qui a pour objectif de proposer un espace privilégié d'échanges, de connaissance et d'approfondissement des bonnes pratiques en matière d'Achats Responsables. Il a piloté à l'AFNOR l'élaboration de la norme « achats responsables » (NF X 50-135), première déclinaison sectorielle de l'ISO 26000, qui promeut l'intégration d'objectifs de développement durable et de responsabilité sociétale des organisations dans les politiques d'achat et leur mise en œuvre, dans le public comme dans le privé. Il a travaillé à son prolongement à l'international (norme ISO 20400) en pilotant la délégation française, ainsi qu'à sa cohérence avec les réglementations sur les marchés publics. L'ObsAR vise notamment à mettre à la disposition de ses adhérents des outils et méthodes, ainsi que des indicateurs de mesure et d'évolution des pratiques « métier » et des espaces de rencontres entre les parties prenantes. Membre de la Plateforme nationale pour la RSE, l'ObsAR édite des guides pratiques produits par ses groupes de travail, participe à de nombreux événements « achats » et publie annuellement avec OpinionWay le Baromètre des Achats Responsables. Site Internet : www.obsar.asso.fr